

INTERNATIONAL

ITALIE

Silvio Berlusconi affirme qu'il n'y aura pas de crise de gouvernement

ROME

de notre correspondante

Un Silvio Berlusconi souriant est apparu vendredi 12 août sur toutes les chaînes de télévision pour rassurer les Italiens, dans divers entretiens avec la presse, en affirmant qu'il n'y a pas de crise en vue et que « l'Italie n'est jamais allée aussi bien » économiquement. Le président du conseil, empereur des médias, est un expert en communication et son message, à l'heure de plus grande écoute, est apparemment bien passé.

Assis devant un immense bureau de bois laqué blanc dans le cadre confortable de sa villa d'Arcore, Silvio Berlusconi a répondu tranquillement, lancé une anecdote où il se décrit en compagnie du pape, accusé ses nombreux critiques de contribuer à faire chuter la lire et de passer sous silence « les faits de l'économie réelle » : « 200 000 emplois nouveaux créés, 100 000 nouvelles entreprises inscrites dans les chambres de commerce... ».

La défiance des investisseurs

L'instabilité politique, les enquêtes judiciaires contre le groupe de communication Fininvest ont provoqué un effondrement de la lire et, dans son sillage, une déroute de la Bourse de Milan. L'indice Mibtel des valeurs italiennes a abandonné 7,3 %, au total, lors des cinq dernières séances de la semaine. Aux yeux des analystes, on peut à présent parler d'une véritable défiance des investisseurs.

La décision prise jeudi par la Banque d'Italie de porter son taux d'escompte à 7,5 % contre 7 % précédemment, afin de défendre la lire, a eu l'effet inverse de celui attendu. La monnaie italienne a été précipitée vendredi dans les abîmes, les opérateurs interprétant cette mesure comme une « marque de faiblesse ». La lire chutait à 1 027 liras pour un deutschemark en fin de journée vendredi, après avoir ouvert à 1 015 liras contre un DM. Depuis le début de la semaine, elle enregistre des records historiques de baisse.

« Les opérateurs ont horreur du vide politique. Et là, ils ont l'impression d'être confrontés à un vide politique énorme. » Pour ce

Après avoir égrené comme une litane les bons points de l'économie italienne et de sa propre gestion, le chef du gouvernement a estimé que la spéculation qui a fait tomber vendredi la lire jusqu'à 1 032 liras pour 1 deutschemark était un phénomène largement artificiel : « En août les spéculateurs sont peu nombreux et leurs mouvements ont d'autant plus d'effets notables », il a ajouté, à l'ajout, sous le stimulant d'une presse « alléguée à la coalition [de gauche] qui a perdu les élections » législatives de mars dernier, et qui, faute de mieux, gonfle les moindres polémiques dans le but de l'affaiblir, lui et son gouvernement.

M. Berlusconi a assuré qu'« il n'y aurait pas de crise » dans « une majorité qui veut gouverner longtemps » et que les engagements en matière de réduction du déficit budgétaire seraient tenus, le détail des « coupes » devant être connu en septembre. Il a répété le leitmotiv qu'il a rendu populaire : pas de recours à de nouveaux impôts. « Vous pouvez aller sereinement en vacances », a

répété à ses concitoyens un président du conseil qui, deux jours plus tôt, donnait le sentiment d'être assiégé et annonçait qu'il interrompait ses vacances en Sardaigne pour rentrer précipitamment à Rome.

Pour montrer qu'il restait le chef indiscuté de sa majorité, il a révélé que son imposé allié de la Ligue, Umberto Bossi, lui avait téléphoné, très préoccupé. Optant pour un ton conciliant, le chef du gouvernement a précisé qu'il avait exhorté M. Bossi à « redevenir » un allié loyal.

Ce « message d'optimisme », ponctué de phrases typiquement berlusconiennes - « il ne peut pas sur l'Italie » - contrastait de façon saisissante avec la tension qui avait régné ces deux derniers jours dans une société politique qui paraissait au bord de la crise de nerfs.

L'opposition progressiste de son côté, jusqu'alors assez silencieuse, assistait réjouie aux divisions internes de la coalition conservatrice, est sortie de sa réserve. Ses chefs de groupe au Parlement ont demandé

ter la progression d'une dette qui représente 120 % du PIB, le gouvernement ne peut faire l'économie de deux grandes réformes. Celle de son système de dépenses sociales et celle de sa fiscalité. Qui peut croire ici que le gouvernement Berlusconi l'assise politique suffisante pour mener à bien ces grands chantiers ? », ajoute-t-il.

Très attentifs, les opérateurs soulignent que le gouvernement est désormais sévèrement critiqué par les « techniciens », ces universitaires, économistes qui ont bati la crédibilité des mesures d'assainissement des précédents gouvernements Amato et Ciampi. « Les opérateurs financiers ne regardent pas la RAI, mais Reuters, Monsieur Berlusconi ! », mettait en garde Giacomo Vacago, professeur à l'Université catholique de Milan et considéré comme l'un des grands experts italiens de politique monétaire, évoquant la controverse sur les spots publicitaires vantant les mérites de l'action gouvernementale diffusés sur les chaînes publiques.

CAROLINE MONNOT

GRÈCE

Athènes proteste contre le procès de six membres de la communauté grecque en Albanie

La Grèce a vivement protesté contre le procès, qui doit s'ouvrir lundi 15 août à Tirana, de six membres de l'Organisation Omonia représentant la minorité grecque d'Albanie. Ils avaient été arrêtés après l'attaque meurtrière d'une caserne albanaise frontalière près de Peshkepi, le 10 avril dernier, au cours de laquelle deux militaires albanais avaient été tués. Cette attaque a été attribuée par Tirana à un commando des forces spéciales grecques, tandis qu'Athènes a décliné toute responsabilité.

ATHÈNES

de notre correspondant

Cinq des six prévenus sont accusés de trahison, d'intelligence avec les services secrets grecs, de « visées expansionnistes et annexionnistes » et encouragent la peine de mort. Pour le gouvernement grec, ce procès n'est qu'une « farce » montée à l'ordre d'une loi pénale « utilisée déjà par le régime stalinien albanais ». Athènes est prête à prendre des mesures de rétorsion contre l'Albanie si ses tribunaux condamnaient les six membres d'Omonia. Le but du procès est, dit-on ici, d'intimider et de chasser d'Albanie la minorité grecque (forte selon les Grecs de 350 000 à 400 000 membres ; de 55 000 à 60 000 seulement selon les Albanais), dont le sort est un sujet de polémique entre les deux pays.

Des mesures « drastiques »

« La Grèce, qui est une force de paix et de calme, répondra de façon foudroyante à toute provocation qui nuirait aux intérêts » de la minorité, a averti le chef de la diplomatie, Carlos Papoulias, après avoir reçu le président de l'Organisation Omonia, Spyros Kyriazitis. En mai dernier, il avait déjà menacé de prendre des « mesures drastiques », comme, par exemple, l'expulsion massive de centaines de milliers d'immigrés albanais vivant en Grèce, ce qui priverait Tirana d'une source importante de revenus. Athènes a également envisagé, selon des sources informées, d'user de nou-

veau de son veto au sein de l'Union européenne pour bloquer une aide économique communautaire à Tirana de 35 millions d'ECU.

M. Papoulias et son homologue albanais Alfred Serreji s'étaient rencontrés, le 3 mai à Zurich, pour tenter de normaliser les relations bilatérales et de calmer le jeu dans cette région sensible des Balkans, mais les discussions se sont soldées par un échec. Afin de présenter un « front national compact » et d'affirmer « l'union de l'hellénisme », M. Papoulias s'est entretenu, cette semaine, avec les chefs des partis représentés au Parlement grec, qui lui ont apporté leur soutien. Dimanche, une délégation parlementaire devait se rendre à Tirana pour suivre le procès.

Concert d'indignations

La presse nationale a accordé une large place à cette affaire et condamné l'« oppression (dont est victime) la minorité ». Le 11 août, une association de défense des détenus a affirmé que les accusés avaient été « sauvagement torturés ». Dans ce concert d'indignations, certains, dont les communistes, se sont quand même démarqués et ont critiqué la complaisance du gouvernement à l'égard des groupes ultranationalistes, qui réclament à cor et à cri le rattachement de « l'Épire du nord », cette région du sud de l'Albanie où est concentrée la minorité grecque. L'évêque de Konitsa (proche de la frontière albanaise), Mgr Sevastianos, a ainsi créé une radio pour prêcher son message irrédentiste de l'autre côté de la frontière et demandé à M. Papoulias l'expulsion immédiate de Grèce des immigrés albanais. Le 2 mai dernier, un millier de sympathisants du prélat nationaliste avaient défilé dans la capitale aux cris de « Un, deux, trois, les tanks en Albanie ! ».

Rare voix de modération, le primat de l'église orthodoxe d'Albanie, Mgr Anastassios, a indiqué à une radio grecque qu'il n'enverrait pas d'observateur au procès, dans le souci évident de calmer les esprits.

DIDIER KUNZ

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Entre Serbes et Serbes, un pont sur la Drina

Au poste-frontière de Karakaj, l'embargo décrété par Slobodan Milosevic contre ses « frères » bosniaques paraît être respecté. Mais les gens n'y croient pas...

ZVRNIK

de notre envoyé spécial

Les jeunes policiers serbes bosniaques du poste-frontière de Karakaj sont déçus. Avachis dans de vieux fauteuils usés à l'intérieur d'une baraque de chantier, ils tentent une nouvelle fois de régler le ventilateur. Ils parlent de la guerre, qu'il n'en finit pas, des Musulmans, dont ils voudraient être débarrassés, et de l'embargo, qu'il va falloir contourner. Ils parlent aussi des femmes qui les attendent à la terrasse des cafés. Les six jeunes policiers sont de bonne humeur : c'est la première fois depuis deux ans et demi qu'ils ont le temps de parler et de boire ensemble toute la journée.

Devant eux, à une vingtaine de mètres, le pont s'étale au-dessus de la Drina. Du pont où se trouvent, la rivière est invisible, cachée par un bouquet. De l'autre côté du pont, le drapeau de Serbie flotte en haut d'un mât. Sur la route, dans la baraque, partout, la chaleur est étouffante, le thermomètre annonce 38 degrés à l'ombre. Un des policiers essue la sueur sur son front, se saisit de ses Ray Ban et va se poster au milieu du carrefour : c'est à son tour de travailler, de contrôler les rares véhicules qui franchissent le pont. « Seuls les civils peuvent passer, explique le chef de poste, à condition qu'ils n'aient pas de bagages. De l'autre côté du pont, en Serbie, ils renvoient les militaires et les camions. »

Cela fait plus d'une semaine que Belgrade a annoncé la rupture de ses

relations avec les Serbes de Bosnie, après le nouveau refus de leur « Parlement » d'accepter le plan de paix du « groupe de contact » (États-Unis, Russie, France, Allemagne et Royaume-Uni, voir Le Monde du 5 août). La Serbie a décidé de fermer sa frontière avec la République serbe (autoproclamée) de Bosnie afin d'inciter les Serbes bosniaques à réviser leur position. En guise de réponse, ces derniers ont décrété l'organisation d'un référendum à la fin du mois d'août.

Flambée des prix sur la mer noire

Au printemps 1993, lorsqu'il avait fallu se prononcer pour ou contre le plan Vance-Owen, le processus fut semblable. Belgrade avait officiellement demandé aux Serbes de Bosnie d'accepter le plan de paix, les menaçant d'un isolement total en cas de refus. Le « Parlement » de la République serbe de Bosnie s'était alors réfugié derrière un référendum, dont le résultat fut massivement hostile au plan Vance-Owen. A la tribune du « Parlement » serbe bosniaque, Slobodan Milosevic, le président de la Serbie, avait été sifflé. Cependant, quelques jours plus tard, la frontière « était ouverte sans heurts. La communauté internationale avait alors accusé M. Milosevic de jouer un double jeu, ce que le pré-



sidant serbe n'avait jamais démenti. Aujourd'hui, le mystère reste entier. Les mesures annoncées par Slobodan Milosevic à l'encontre des Serbes bosniaques paraissent être appliquées et la frontière bosnienne, communauté internationale hésite, cependant, à le reconnaître de ce geste, se souvenant de son attitude du printemps de l'an dernier.

Sur le pont de Karakaj, le policier de faction contrôle un couple de vieux paysans qui arrivent de Serbie en charrette. Le cheval, comme les hommes, est abrité par la chaleur. « C'est incroyable, dit le policier, il bloque même la nourriture et les médicaments. Milosevic avait pourtant promis que l'embargo n'aurait pas les convois humanitaires ».

« Les Serbes de Bosnie peaufinent l'image de victimes qu'ils sont en train de dessiner d'eux-mêmes. Après avoir fermé leur territoire à la presse internationale durant plusieurs mois, ils accueillent désormais les journalistes du monde entier à Pale. Chaque jour, un ministre vient raconter que le plan de paix a pour objectif de « détruire la République serbe et son peuple », que le pays est désormais « coupé du monde », que les Serbes « survivront malgré les attaques répétées des Musulmans ».

Niko est soldat. Il est affecté à la surveillance de la station d'essence de Karakaj, à 200 mètres du pont. « Les ponts sont fermés depuis une semaine », explique-t-il, nous ne

sommes plus ravitaillés. » Un père de famille, sa fille dans les bras, tente durant une demi-heure de convaincre Niko de lui vendre 10 litres de gazole. Il supplie, menace, sort une liasse de deutschemarks. Le soldat demeure inflexible : « Je ne délivre de l'essence que sur présentation d'une autorisation de l'armée », poursuit Niko.

Sur la place du marché de Zvornik, les étals sont vides. Les marchands vendent essentiellement des produits de saison : tomates et paprika. Un camion Zavista rouge apparaît soudain, il est immatriculé SM (Sremsko-Mitrovica, une ville de Serbie). Stanimir et sa femme Grosda enlèvent la bâche qui recouvre un superbe chargement de pastèques. Les passants se précipitent et dévalent le coupé en quelques minutes. Grosda rit aux éclats : « Franchir le pont, s'exclame-t-elle, pas de problème ! » Son mari remarque la présence d'un policier près du véhicule : « Non, non, dit-il, elle plaisante. Les pastèques viennent de Bosnie, de Bijeljina. Le camion appartient à mon frère... » Le policier hausse les épaules.

Que l'embargo soit une réalité ou non, le marché noir se réorganise. Sur le bord de la route principale, non loin du marché, trois femmes proposent de l'essence dans des bidons d'huile végétale. Un litre coûte 4 dinars (5 francs), le double de la semaine précédente. Les femmes reconnaissent que l'essence vient de Serbie et disent qu'elles ont

été plus astucieuses que les gardes-frontières. Trois kilomètres plus loin, le restaurant Vidikovac propose le même menu que d'habitude : escalopes, salades, fromages, Coca-Cola. « Dieu merci, nous ne manquons de rien », dit le serveur.

A Zvornik, l'embargo décrété par Belgrade est pourtant indéniablement respecté. Si un accord serait signé Slobodan Milosevic et les Serbes de Bosnie, la population n'en profite pas. Il est cependant impossible de parcourir la frontière, où il existe plus de cinquante points de passage, ni de revenir durant la nuit, à la recherche d'éventuelles colonies de camions. « Je suis sûr que la Serbie ne nous a pas abandonnés », dit un homme attaché au Vidikovac, sur la terrasse qui domine la Drina. Jamais Milosevic ne laisserait nos soldats se faire nuire. C'est à cause des Occidentaux qu'il a dû fermer la frontière pour éviter de nouvelles sanctions économiques. Moi, je le comprends ».

De la terrasse, on entend les cris des enfants qui se baignent dans la rivière. Les habitants de Zvornik ne paraissent pas soucieux, ils profitent du été. Sous le pont de Karakaj, des jeunes filles prennent le soleil. Les garçons jouent aux cartes sur la pelouse. Là aussi les enfants rient et s'éclaboussent. Allongés dans des canots, des adolescents flirtent sans prêter attention au fossé qui, officiellement, sépare à présent les deux rives de la Drina.

REMY OURDAN

ASIE

PHILIPPINES

L'Eglise catholique déclenche une offensive contre le président Ramos

Le président Fidel Ramos, qui a succédé à Cory Aquino en juin 1992, pourrait bien connaître la première grande épreuve de son mandat avec la mobilisation qu'il est en train d'orchestrer contre l'Eglise catholique. Jouissant d'une large audience dans un pays dont 85 % de la population est catholique, l'archevêque de Manille, le cardinal Sin, a appelé les Philippines à manifester massivement, dimanche 14 août, pour protester contre la politique gouvernementale de contrôle des naissances ainsi que contre la prochaine tenue, en septembre, au Caire, d'une conférence sur les questions démographiques initiée par les Nations unies.

L'Eglise entend visiblement se livrer à une véritable démonstration de force à l'occasion de ce rassemblement où elle attend un million de personnes. Appels à manifester lancés dans toutes les paroisses de Manille, distribution de courriers aux familles, la hiérarchie catholique n'aura pas ménagé sa peine pour déclencher sa première offensive contre M. Ramos, accusé, pêle-mêle d'encourager « la pornographie, l'avortement, l'homosexualité et l'incerté » sous couvert d'éducation sexuelle et de contrôle des naissances destinés à contenir un des taux de croissance démographique parmi les plus élevés d'Asie (2,7 %). Selon Mgr Sin, le gouvernement scellerait un « pacte avec le Mal » s'il devait en outre cautionner la conférence du Caire.

Effervescence précoce

Cette effervescence qui règne dans les milieux catholiques est d'autant plus préoccupante pour M. Ramos que le poids politique de l'Eglise a toujours été considérable aux Philippines. Figure nationale charismatique, le cardinal Sin avait personnellement joué un rôle-clé dans le soulèvement de 1986 qui avait précipité la chute de l'ancien dictateur Marcos. Cory Aquino était même allée jusqu'à attribuer son arrivée au pouvoir à l'intercession de la Vierge Marie.

« Cory » avait pourtant ensuite bavé les consignes de l'Eglise en accompagnant la mise sur orbite présidentielle de M. Ramos, son ministre de la défense qui la sauva de sept tentatives de putsch. Le cardinal Sin n'avait jamais caché ses réserves à l'égard de ce militaire protestant qui fut naguère un fidèle de Marcos — dont il est le cousin — avant de le lâcher en 1986. Aujourd'hui, M. Aquino n'est visiblement plus dans les mêmes dispositions puisqu'elle a annoncé qu'elle s'associerait à la manifestation catholique de dimanche, fragilisant ainsi un peu plus l'assise de son ancien ministre. — (UPI, AP)

Les maoïstes obstinés des campagnes de l'Inde

Les naxalites sont à nouveau actifs dans plusieurs régions et rêvent d'un « grand soir » pour le sous-continent

HYDERABAD

de notre envoyé spécial

Ils ne sont ni nombreux ni très puissants, mais ils existent, les maoïstes : dans cette Inde socialiste qui a fini par succomber en 1991 aux sirènes du libéralisme, ils luttent encore, poignées de révolutionnaires exaltés, persuadés que la victoire est au bout du fusil. Pour eux, comme ils l'ont réaffirmé lors d'une récente réunion clandestine près de Calcutta, la pensée Mao Zedong « est ce qui rend quand on a tout oublié du marxisme-léninisme ».

Pourchassés par la police, souvent divisés, pour des raisons plus personnelles qu'idéologiques, ils représentent une force avec laquelle doivent compter gouvernements régionaux et policiers. On les appelle « naxalites », en référence aux révoltes sud-Naxal (Bengale occidentale) qui déclenchèrent en 1967 de violentes jacqueries contre les propriétaires terriens, avant de devenir un mouvement de paysans et d'étudiants qui fit trembler la bourgeoisie compradore de l'Est indien à la fin des années 60.

Ecrasés quelques années plus tard par les forces de l'ordre sous la houlette du Parti du Congrès, avec la complicité des communistes « révisionnistes » du PCI (M) (PC marxiste, aujourd'hui encore au pouvoir au Bengale), les « fils de Naxalbari » ont pourtant réussi à survivre et à se regrouper. Désormais, la « ceinture naxalite » s'étend depuis le Maharashtra (capitale Bombay) oriental, à l'ouest, continue au sud-est du Madhya Pradesh, s'enfonçant dans de nombreux districts de l'état méridional d'Andhra Pradesh avant de remonter vers l'Orissa et le Bihar.

La tactique du « cheval de Troie »

C'est loin d'être une révolution, mais c'est plus qu'une révolte : au Bihar et, surtout, en Andhra — la zone la plus « active » du mouvement —, il se passe peu de semaines sans qu'un bus soit attaqué, des voyageurs rançonnés, des postes de police assiégés, des propriétaires assassinés et des « traitres » exécutés après jugement d'un tribunal populaire. Certes, l'étendue du territoire des maoïstes n'est pas proportionnelle à leur « force de frappe ». Mais les naxalites sont un élément permanent d'irritation pour les autorités, grâce, notamment, à ce qui semble être un réseau de complicités dans la population paysanne et tribale de la région.

Il y a eu 234 morts — « combattants », civils et policiers — en 1992, 171 en 1993, chiffre déjà dépassé cette année par le seul Andhra : ces bilans donnent une idée tant de la répression policière que des activités de ces maquisards retranchés dans les jungles

du Telengana, région qui fit jadis partie du royaume du célèbre nizam d'Hyderabad, monarchie milliardaire que les armées indiennes en 1948. Avant même l'indépendance (1947), cet Etat avait connu une insurrection communiste dans le Telengana. En un sens, les naxalites y ont donc, vers la fin des années 60, repris le flambeau de leurs aînés.

La situation sur le terrain est assez insaisissable. Le principal mouvement, le Groupe armé du peuple (PWG), a été banni en 1992, et ses militants se cachent. Les sympathisants refusent de reconnaître des étrangers. L'ex-chef du parti, Kondapalli Sitaramiah, en a été expulsé en 1992, avant d'être arrêté. Depuis lors, de sa prison, il dénonce la « ligne Lin Biao » des « aventuriers du parti ». Son successeur, Ganapati, vit en clandes-

te, c'est la révolution paysanne. Un de ses adjoints, Pradip, ajoute : « La conscience politique du peuple est encore limitée. C'est pourquoi nous ne parvenons pas à lever le drapeau de la lutte armée du PWG et préférons agir à ciel ouvert. » Il croit à l'efficacité de la tactique du « cheval de Troie ». Naguère, le PCIM-Jana Shakti a perdu des « camarades » lors de conflits avec le PWG. Il s'en est désormais rapproché.

Au-delà de l'aspect aujourd'hui « exotique » d'un mouvement stalinien et maoïste, aux thèses proches de celles des Khmers rouges ou du Sentier lumineux péruvien, la nébuleuse naxalite est l'expression extrême de la colère des paysans journaliers exploités, des intouchables et des aborigènes méprisés. Dans cette Inde en ébullition économique, le monde des campagnes (80 % de la popula-

tion) de l'extrême gauche. « Légèrement, un million d'acres (1) de terres cultivables auraient dû être redonnées aux paysans sans terre, explique le journaliste Rajendra Prasad, or 400 000 seulement l'ont été, dont 300 000 non cultivables ! ».

« Nous ne ferons pas la révolution pour le peuple, celui-ci la fera pour nous. Ce n'est qu'une question de temps », affirme P. K. Murti, syndicaliste du PCIM-Jana Shakti, qui fut des baricades parissiennes de mai 68, quand il faisait un doctorat de littérature sur Baudelaire à la Sorbonne. Car, pour les maoïstes, nul doute : le contexte sociopolitique d'une Inde où se multiplient, pacifiquement ou non, mouvements de dalits (intouchables), partis de basses castes et organisations de paysans hostiles à la « globalisation » économique en cours, confirmée par les récents accords du GATT, dessine déjà les contours d'une insurrection générale.

« Le jour où la révolution éclatera, rêve Kancha Ilaiah, Indien de basse extraction devenu professeur de sciences politiques, l'humanité n'aura jamais rien vu de plus sanglant. Aujourd'hui, nous les maoïstes de l'Inde, commençons à relever la tête ! ».

« C'est la fin des naxalites », assure, à l'inverse, le chef de la police d'Andhra, Bhaskar Rao : nombre d'entre eux sont morts, ont été arrêtés, ont préféré se rendre ou ont choisi de s'allier à des partis d'opposition légaux. Il y a des années, j'arrêtais des révolutionnaires tout dévoués à la cause. J'avais du respect pour eux, même si je les combattais. Aujourd'hui, la plupart ne sont que des gangsters avides d'extorquer de l'argent à leurs prétendus sympathisants ou aux propriétaires, sous prétexte de recueillir l'impôt révolutionnaire. En un mot, ils torturent, violent et tuent. Et nous, nous répondons ! C'est la guerre ».

La réponse des autorités serait souvent inopportune, assurent les responsables des organisations des droits de l'homme locales : « Les naxalites tuent pour ne pas être tués », dit M. Kannabhiram. « La police exécute des militants sans procès en faisant croire qu'il s'agit de querelles tués lors d'engagements avec les groupes armés », accuse T. N. Khan, président du comité des libertés civiles d'Andhra Pradesh.

Il y aurait aujourd'hui, selon ces mêmes sources, « plusieurs milliers de suspects croulant en attente d'un jugement dans les geôles d'Hyderabad ». Ce chiffre, le chef de la police le révisé nettement en baisse en annonçant « 200 à 300 détenus ». Il admet que des « ex-copiers » ont lieu. Mais, ajoute-t-il, « que voulez-vous, les forces de l'ordre sont soucieuses des résultats ».

BRUNO PHILIP

(1) Une acre équivaut à 40 ares.



tin, s'employant à restructurer l'organisation.

Les querelles endémiques de l'intérieur du PWG — mais aussi entre la vingtaine de groupuscules répertoriés dans le seul Andhra — ont conduit récemment les maoïstes indiens à essayer de recoller les morceaux : en septembre 1993, le PWG et plusieurs mouvements naxalites se sont réunis en secret au Bengale, dans le but de définir une stratégie. L'objectif était de coordonner les activités des groupes dans les Etats où ils sont opérationnels et de réaffirmer la ligne d'un mouvement « paysan révolutionnaire », tout en créant des organisations légales pour faire le travail de propagande.

Le PCIM-Jana Shakti (Pouvoir du peuple) est le plus important d'entre eux en Andhra après le PWG. Mi-clandestin, mi-légal, il a proposé un candidat aux élections régionales.

N. V. Krishnaya, qui a été élu, résume la nouvelle stratégie : « Jouer le jeu pour dénoncer le système de l'intérieur. Car, pour nous, il ne fait pas de doute que le

tion) est souvent à peine sorti du féodalisme. Le fait que les politiciens locaux soient souvent mêlés avec la police renforce la détermination des naxalites et le soutien dont ils jouissent chez certains paysans.

« La plus grande démocratie du monde, laissez-moi rire ! », s'écrit l'avocat Kannabhiram, qui fut poursuivi pour activités subversives pour avoir défendu des révolutionnaires. L'Inde est tout sauf démocratique. Les naxalites se révoltent ? Quoi de plus normal : ils luttent contre le système des castes, l'oppression des féodaux et de leur allié, ce gouvernement qui a aboli l'intouchabilité mais n'a jamais appliqué la loi et a ainsi trahi sa Constitution. Les maoïstes ne font que mettre le doigt sur l'immensité des problèmes sociaux ».

A cela s'ajoute la question de la réforme agraire, arlésienne de la politique indienne. L'indifférence des gouvernements et le peu d'empressement des autorités à accélérer la redistribution des terres ont apporté de l'eau au

contre l'abandon de son programme atomique.

Ces négociations allaient durer un an et demi, avec quelques hauts et bas. Ainsi, en juillet, le président Clinton menaçait, de Seoul, de riposter « immédiatement et massivement » la Corée du Nord fait usage d'armes nucléaires » et, en décembre, Pyongyang acceptait une inspection, sous conditions, de l'AIEA à Yongbyon. Les inspecteurs n'ayant toujours pas été autorisés à visiter les parties sensibles de l'installation, Américains, Britanniques et Français lançaient, le 4 février 1994, un ultimatum aux Nord-Coréens, les enjoignant d'accepter des contrôles sans conditions d'ici au 21 février. Pyongyang céda et un premier accord américano-nord-coréen était signé dans la nuit du 25 au 26 février.

Pyeongyang n'en continua pas moins à mettre des entraves aux inspecteurs de l'AIEA, annonçant même son « retrait immédiat » de l'Agence le 13 juin. Entre-temps, les Nord-Coréens avaient retiré du réacteur de Yongbyon les barres d'uranium avec lesquelles ils auraient pu déclencher la fabrication du plutonium nécessaire

à des armes nucléaires. La rigidité de leur diplomatie se trouvait renforcée par l'ambiguïté de la position de leurs voisins, partagés entre la crainte d'une prolifération et la volonté de calmer le jeu. Ainsi, les Chinois, bien

Washington accuse l'Iran d'ambitions nucléaires ». L'Iran « continue d'avoir des ambitions nucléaires » même s'il n'existe pour l'instant aucune preuve formelle que Téhéran ait mis en route un programme de production de l'arme atomique, a déclaré, vendredi 12 août, le directeur de l'Agence américaine de contrôle des armements. L'Iran cherche à acquiescer « certains types de réacteurs civils » davantage susceptibles que d'autres, selon lui, de fournir du combustible pour une bombe. « Nous sommes convaincus depuis quelque temps que les Iraniens mènent un programme de fabrication d'armes nucléaires », a-t-il encore déclaré. — (AFP)

La Chine devrait poursuivre ses essais nucléaires. « La Chine va procéder à « quelques essais [nucléaires] supplémentaires » avant de se joindre éventuellement à un traité international interdisant totalement ces essais, a estimé, vendredi 12 août, le directeur de l'Agence américaine de contrôle des

REPÈRES

ALLEMAGNE

Le jugement de Mannheim est « une honte » selon Helmut Kohl

Le chancelier Helmut Kohl, en vacances en Autriche, a dénoncé vigoureusement l'attitude de la justice dans le jugement prononcé à l'endroit du leader d'extrême droite Günter Deckert. Dans les attendus du jugement, le tribunal de Mannheim avait rendu hommage au combat que mène, contre les « revendications des juifs », Günter Deckert, qui nie la réalité de l'Holocauste. Le Monde des 11 et 12 août. Interrogé par le quotidien Bild, le chancelier s'est joint à l'indignation générale. « C'est simplement une honte, a-t-il dit, ce jugement est inacceptable et dépasse le supportable. » Il porte tort à l'image de l'Allemagne à l'étranger. Le chancelier a cependant ajouté que « cette attitude n'est pas symptomatique des juges allemands ». — (AFP)

CONGO

Environ cent quarante-cinq morts dans une église à Brazzaville

Quelque 145 personnes — en majorité des enfants et des personnes âgées — cinquante-six enfants et quarante-neuf personnes âgées — sont mortes étouffées, à la suite d'un mouvement de panique à l'église catholique Saint-Pierre-Claver, à Sangha, quartier au sud de Brazzaville, dans la soirée du vendredi 12 août, selon un premier bilan provisoire annoncé par la télévision. Celle-ci a montré les corps des victimes, sans donner de précision sur les causes du drame. Une averse aurait provoqué le départ précipité d'une partie des participants. Selon la radio, les fidèles se sont alors rués vers la sortie, certains sont tombés et ont été piétinés. — (AFP Reuter)

Le mouvement Hamas rappelle que Jérusalem-Est « est toujours occupée »

Deux Palestiniens du mouvement intégriste palestinien Hamas ont été tués par des policiers israéliens et un troisième a été blessé, mais a réussi à prendre la fuite, vendredi 12 août, dans le quartier d'Ar-Ram, à Jérusalem-Est. Dans la soirée, des trois Palestiniens avaient blessé trois policiers israéliens, dont un gravement, en tirant contre leur Jeep à l'arme automatique, après avoir été pris en chasse, ont indiqué des sources policières israéliennes. Dans un communiqué, le groupe Ez-Zedine el Kassam, branche armée de Hamas, avait revendiqué les tirs contre les policiers : « Cette opération vise à montrer que Jérusalem est toujours occupée et à faire savoir à toutes les parties prenantes au conflit que la ville sainte restera islamique, arabe et palestinienne. Le drapeau de l'Etat palestinien flottera sur Jérusalem à la face du monde. » — (AFP)

PATRICE DE BEER et FRÉDÉRIC BOBIN

Américains et Nord-Coréens normalisent leurs relations

Suite de la première page

En échange, Washington s'engage à « fournir des assurances » techniques et financières concernant cette reconversion, a précisé Robert Gallucci, le sous-secrétaire d'Etat américain. Les Etats-Unis ne prendront pas en charge l'intégralité du coût de cette opération — évaluée à 4 milliards de dollars —, mais ils encourageront la constitution d'un consortium international afin de « partager le fardeau ». Durant cette période de transition de sept à dix ans, la source d'énergie de remplacement pourrait être des hydrocarbures ou une centrale thermique, a indiqué Kang Sok Ju, vice-ministre des Affaires étrangères nord-coréen.

La seconde période d'achoppement entre les deux capitales concernait le sort des huit mille tonnes de combustible retirées du complexe nucléaire de Yongbyon en juin dernier, contre l'avis de l'Agence internationale de l'éner-

gie atomique (AIEA). Si les Nord-Coréens refusent toujours que ce combustible soit retiré à l'étranger, comme le réclamaient les Américains, ils acceptent toutefois de le placer dans un laboratoire qui sera « mis sous scellés » et sous contrôle international et s'engagent à ne pas les retirer sur place. M. Gallucci a estimé que « le pire a été évité ».

Le « chantage nucléaire » de Pyongyang

Cet accord, qui doit encore être ratifié par les deux parties, met fin — définitivement ? — à un long conflit entre Pyongyang et Washington sur la politique nucléaire lancée à l'instigation de feu le président Kim Il-sung. Sans remonter à la guerre de Corée (1950-53) et à la guerre froide qui s'en est suivie, divisant la péninsule en deux le long du 38 parallèle, les Coréens du Nord avaient déclenché la crise au début

de l'année dernière en rejetant, le 16 février, une première fois la demande de l'AIEA d'inspection « spéciale » de ses installations nucléaires.

L'Agence de Vienne, tout comme les grandes puissances nucléaires occidentales, s'inquiétait en effet de ce qui se passait dans le complexe nucléaire « civil » de Yongbyon, près de Pyongyang. Des informations qui avaient filtré de ce centre secret, des confidences en provenance de Moscou, voire de Pékin, et des photographies prises par satellite démentaient en effet les proclamations pacifiques nord-coréennes. Pyongyang allait accroître ces inquiétudes en annonçant, le 12 mars 1993, son intention de quitter le TNP.

Des négociations allaient rapidement s'ouvrir avec Washington, qui acceptait le dialogue que Pyongyang réclamait également sur d'autres sujets : reconnaissance diplomatique du régime du Nord, et coopération économique pour sortir Pyongyang d'une crise économique catastrophique. Au point que l'on se demandait si Kim Il-sung ne se livrait pas à une sorte de « chantage nucléaire » pour obtenir de l'aide occidentale

armements. « Nous encourageons vivement [Pékin] à ne pas le faire », a-t-il ajouté. D'autre part, le gouvernement chinois a donné son feu vert à une « coopération de haut niveau » entre les deux pays, la province méridionale de Canton, a rapporté samedi le Quotidien du peuple. — (AFP Reuter)

Les Etats-Unis « préoccupés » par un trafic d'uranium 235 en Allemagne. « Washington est « très préoccupé » par le trafic d'uranium 235 en Allemagne, qui a entraîné, jeudi 11 août, l'inculpation de six personnes, a déclaré vendredi le secrétaire américain à la défense (le Monde du 13 août). Ce trafic, a ajouté William Perry, « montre que quelque chose a eu accès à du matériel nucléaire ».